

REÇU LE 24 AVR. 2025

AGENCE D'AIX EN PROVENCE
30, rue Paul Langevin
13290 AIX EN PROVENCE CEDEX
Tél. 04 42 52 73 10
Fax 04 42 17 03 47

**ASSOCIATION DE PREVENTION ET
D'AIDE A L'INSERTION
(A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi
83500 La Seyne sur Mer

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



**ASSOCIATION DE PREVENTION ET
D'AIDE A L'INSERTION
(A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi
83500 La Seyne sur Mer

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association de Prévention Et d'Aide à l'insertion (A.P.E.A)**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et en particulier sur le traitement des subventions et comptes associés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Aix-en-Provence, le 10 avril 2025

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT

Guillaume GASCOU
Associé

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)
-------	---	---

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	30 443	30 443				
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions	668 298	581 451	86 847	3,58	73 823	2,87
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	355 941	293 030	62 911	2,59	71 707	2,79
. Immobilisations corporelles en cours	23 079		23 079	0,95	8 859	0,34
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	200		200	0,01	200	0,01
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	153		153	0,01	153	0,01
TOTAL (I)	1 078 113	904 924	173 189	7,14	154 741	6,02
Compte de liaison						
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés						
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	281 447		281 447	11,60	253 690	9,88
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	1 969 846		1 969 846	81,19	2 158 455	84,03
Charges constatées d'avance	1 876		1 876	0,08	1 771	0,07
TOTAL (II)	2 253 169		2 253 169	92,86	2 413 916	93,98
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	3 331 283	904 924	2 426 358	100,00	2 568 657	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	29 438	1,21	29 438	1,15
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité	136 570	5,63		
. dont réserves sous gestion propre				
. Réserves des activités sociales et medico-sociales	862 700	35,56	862 700	33,59
. Autres				
Report à nouveau	48 019	1,98	31 389	1,22
. dont report à nouveau sous gestion propre	48 019		31 389	
. report à nouveau activités sociales et médico-sociales	341 764	14,09	436 115	16,98
Excédent ou déficit de l'exercice	3 150	0,13	58 849	2,29
. dont résultats sous gestion propre	4 666		16 631	
. dont résultats des activités sociales et médico-sociales	-1 516		42 219	
Situation nette (sous total)	1 421 641	58,59	1 418 491	55,22
 Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	5 452	0,22	13 874	0,54
Provisions réglementées	11 100	0,46	11 100	0,43
TOTAL (I)	1 438 192	59,27	1 443 465	56,20
 Comptes de liaison				
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	109 083	4,50	148 203	5,77
TOTAL (II)	109 083	4,50	148 203	5,77
PROVISIONS				
Provisions pour risques	31 586	1,30	14 374	0,56
Provisions pour charges	388 456	16,01	373 714	14,55
TOTAL (III)	420 042	17,31	388 088	15,11
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 418	1,29	44 405	1,73
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	308 655	12,72	268 347	10,45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	7 363	0,30	7 163	0,28
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	111 605	4,60	268 986	10,47
TOTAL (IV)	459 041	18,92	588 902	22,93
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 426 358	100,00	2 568 657	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		100				80				20		25,00	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- dont ventes de biens relatives aux activités médico-sociales													
- Ventes de prestations de services		4 105				1 979				2 126		107,43	
- dont parrainages													
- dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		1 127 514				1 068 696				58 818		5,50	
- Contributions des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales		1 270 675				1 274 015				-3 340		-0,25	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels						1 000				-1 000		-100,00	
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		74 664				40 794				33 870		83,03	
Utilisations des fonds dédiés		130 656				158 079				-27 423		-17,34	
Autres produits		14				17				-3		-17,64	
Total des produits d'exploitation (I)		2 607 729				2 544 660				63 069		2,48	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		313 120				325 821				-12 701		-3,89	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		152 927				137 775				15 152		11,00	
Salaires et traitements		1 419 923				1 287 833				132 090		10,26	
Charges sociales		519 686				491 329				28 357		5,77	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		36 159				44 201				-8 042		-18,18	
Dotations aux provisions		82 973				80 314				2 659		3,31	
Reports en fonds dédiés		91 536				126 294				-34 758		-27,51	
Autres charges		1 344				5 814				-4 470		-76,87	
Total des charges d'exploitation (II)		2 617 668				2 499 380				118 288			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-9 939				45 279				-55 218		-121,94	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		5 345				5 364				-19		-0,34	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		5 345				5 364				-19		-0,34	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 345	5 364	-19	-0,34
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-4 594	50 643	-55 237	-109,06
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion		2 459	-2 459	-100,00
Sur opérations en capital	8 423	10 252	-1 829	-17,83
Reprises sur provisions et transferts de charges				
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
Total des produits exceptionnels (V)	8 423	12 711	-4 288	-33,72
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion		3 789	-3 789	-100,00
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées				
Total des charges exceptionnelles (VI)		3 789	-3 789	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	8 423	8 923	-500	-5,59
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	679	717	-38	-5,29
Total des produits (I + III + V)	2 621 497	2 562 735	58 762	2,29
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 618 347	2 503 886	114 461	4,57
EXCEDENT OU DEFICIT	3 150	58 849	-55 699	-94,64
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales	-1 516	42 219		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	2 021	2 519		
Prestations en nature	63 951	69 356		
Bénévolat				
TOTAL	65 972	71 875		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	63 951	69 356		
Prestations				
Personnel bénévole	2 021	2 519		
TOTAL	65 972	71 875		

Annexe association

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 426 358,27 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 3 149,59 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 05/03/2025 par les dirigeants.

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL (CONFORME AUX STATUTS)

« Cette association a pour buts la promotion, la gestion et le développement d'actions auprès d'enfants, de jeunes, de familles et de leur milieu de vie, ainsi qu'auprès de toute organisation, et dans les domaines :

- de la prévention spécialisée et de la médiation sociale ;
- de l'insertion sociale et professionnelle ;
- du logement et de l'hébergement ;
- du soutien et de l'accompagnement aux familles et à la scolarité ;
- de la santé et de l'accès aux soins ;
- de la recherche, du diagnostic, du développement, de l'évaluation et de la formation »

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS REALISEES

Habilitée à mettre en œuvre des actions de Prévention Spécialisée depuis 1990, l'Association est autorisée ; conformément au Code de l'Action Sociale et des Familles (notamment ses articles L.121-2, L.221-1 et L.312-1 relatifs à la prévention Spécialisée) ; sur le territoire des communes de La Seyne-sur-Mer et Six-fours-les-Plages par arrêté départemental du 19/11/2009 étendu à celui de Sanary-sur-Mer par arrêté départemental du 18/07/2018. Ces autorisations ont été renouvelées pour 15 ans par arrêté AI 2024-1602, signé par Monsieur le Président du Conseil départemental du Var le 08/11/2024.

L'Association dispose également d'autres agréments :

Agrément C.D.I.A.E. par la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en 2008

Agréments au titre des actions en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées auprès de la Préfecture du Var (DDCS) depuis 2011

Agrément organisme d'intérêt général à caractère socio-éducatif (Direction Générale des Finances Publiques) le 01/12/2012

Agrément académique Rectorat de Nice "activités complémentaires de l'enseignement public" depuis le 01/08/2007

Certification ISO 9001 depuis le 01/08/2007 (renouvelée tous les 3 ans - dernier renouvellement suite à l'audit de juin 2022)

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le budget global 2024 autorisé par le département, selon le rapport de détermination de la Dotation Globale de Financement pour un montant de 2 208 491 euros a été complété par la prise charge du complément de rémunération versé aux personnels socio-éducatifs à hauteur de 92 768.00 euros ainsi qu'une partie de l'excédent 2022 sous contrôle du département à hauteur de 35 000 euros portant la dotation départementale à 1 270 675 euros et les autres financements attendus à hauteur de 995 584 euros.

Les dépenses du groupe II afférentes au personnel représentent, 87.56 % de ce budget.

Les résultats de 2018 à 2023 sous contrôle du tiers financeur s'élèvent à 341 764 euros au 31/12/2024.

2018	2019	2020	2021	2022	2023
15 483 €	85 202 €	61 314 €	59 602 €	77 944 €	42 219

Les comptes administratifs 2019-2020-2021-2022-2023 n'ont pas été arrêtés par le département au 31/12/2024 et les résultats ci-dessus demeurent en instance d'affectation pour 341 764 €

Les comptes administratifs 2017 & 2018 ont été arrêté partiellement par le département autorisant l'association à affecter en réserve d'investissement 53 496 € de l'excédent 2017 et 83 074 € de l'excédent 2018. Cette réserve d'investissement permettra de changer des systèmes de téléphonie et de climatisation à hauteur de 58 070 € ainsi que les fenêtres et les volets du 5 Avenue Garibaldi à hauteur de 78 500 €.

Le Département a retenu le projet d'investissement portant les dotations annuelles arrêtées par tarification à 48 345€ en 2024.

La provision réglementée de 11 100 euros, en conformité avec le plan comptable (règlement N° 2019-04 du 08 novembre 2019_Art 131-3) est maintenue. Cette provision réglementée correspond à la plus-value constatée sur la cession d'un véhicule figurant à l'actif de l'association remplacés en 2019 (3700 euros) et 2020 (7400 euros).

Après l'évaluation externe réalisée en mars 2023, nous avons été informés le 12/11/2024 du renouvellement pour 15 ans de l'autorisation d'exercer l'action de prévention spécialisée sur les communes de La Seyne sur mer ; Six-Fours les plages et Sanary sur mer par arrêté AI 2024-1602, signé par Monsieur le Président du Conseil départemental du Var.

Sur l'exercice, l'extension du « Ségur pour tous », consistant à la revalorisation des salaires pour les salariés non concernés avant 2024 a été imposée par la convention collective avec effet rétroactif au 01/01/2024 et appliquée par l'Association, bien que le Département ne se soit pas prononcé sur son financement dans son rapport de détermination de la Dotation Globale de Financement

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux dispositions des règlements ANC 2018-06 des personnes de droit privé à but non lucratif et ANC 2019-04 du secteur social et médico-social

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Subventions : en application du principe d'enregistrement des créances acquises, les subventions sont comptabilisées dès lors que l'organisme financeur a confirmé sa décision d'octroi.

Subventions d'investissement : les subventions d'investissement ont financé des immobilisations amortissables.

Il s'agit de subventions non renouvelables.

Les reprises sur subventions d'investissement s'effectuent au même rythme que l'amortissement des immobilisations renouvelables qu'elles ont financé.

Les éléments chiffrés sont présentés dans les notes sur le passif du bilan.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Tableau indicatif des durées d'amortissements :

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sur les organismes financeurs font l'objet, le cas échéant, d'une provision pour risque, constatée au passif du bilan.

Voir chapitre suivant.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Une provision pour risque est constatée dès lors que le versement de la subvention octroyée est incertain, compte tenu de la méthode retenue par les différents services instructeurs pour le calcul du solde à verser.

Pour l'exercice considéré nous avons maintenu la provision concernant les subventions octroyées par :

L'état :

Bourses VVV : 260 euros.

Une provision pour risque « Ségur pour tous » de 21 330 euros a été comptabilisée sur l'exercice

Une provision pour risque de reversement sur l'action « ARS EAJ 2024 » de 9 996.31 euros a été comptabilisée sur l'exercice.

Les provisions du Conseil Régional pour la prévention de la délinquance Six-Fours d'un montant de 365 euros et du point écoute Médiation Santé d'un montant de 915 euros ont été reprises sur l'exercice.

La provision pour risque d'un potentiel litige avec un apprenti d'un montant de 12 834 a été reprise sur l'exercice.

Soit un poste provision pour risques et charges de 31 326.31 euros.

Indemnités de fin de carrière :

Les indemnités de fin de carrière font l'objet d'une comptabilisation depuis l'exercice 2005.

Le montant évalué pour 2024 ainsi que la méthode retenue sont précisés au paragraphe "6- Autres informations".

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable ANC 2018-06 et ANC 2019-04, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation : en fonction des éléments transmis par les organismes financeurs à la date de clôture des comptes pour la mise à disposition de locaux et d'un recensement rigoureux des temps de bénévolat.

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	30 443			30 443
Immobilisations corporelles	999 152	54 607	6 442	1 047 317
Immobilisations financières	353			353
TOTAL	1 029 949	54 607	6 442	1 078 113

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	30 443			30 443
TOTAL I	30 443			30 443
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	305 548	11 303		316 851
sur sol d'autrui	123 881	869		124 750
Installations générales, agencements	138 154	1 696		139 850
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	26 645	1 047	5 242	22 450
Matériel de transport	147 896	8 777		156 673
Matériel de bureau et informatique	102 641	12 556	1 289	113 908
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	844 764	36 248	6 531	874 481
TOTAL GENERAL (I+II)	875 208	36 248	6 531	904 924

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	153		153
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances	281 447	281 447	
Charges constatées d'avance	1 876	1 876	
TOTAL	283 476	283 323	153

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	225 690
Autres produits à recevoir (1)	54 131
TOTAL	279 821

(1) Dont 50 000€ concernent les subventions non notifiées en attente de conventionnement par la CAF au 31/12/2024 (PAEJ & PDN).

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	29 438				29 438
Dont sous contrôle du tiers financeur					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont sous contrôle du tiers financeur					
Ecart de réévaluation					
Dont sous contrôle du tiers financeur					
Réserves	862 700		136 570	0	999 270
Dont sous contrôle du tiers financeur					
Report à nouveau	31 389	16 630			48 019
Dont sous contrôle du tiers financeur	436 115	42 219		136 570	341 764
Excédent ou déficit de l'exercice	58 849	-58 849	3 150		3 150
Dont sous contrôle du tiers financeur Département	42 219	-42 219		22 148	-22 148
Dont sous contrôle du tiers financeur DREETS	0	0	20 632		20 632
Situation nette	1 418 491	0	139 720	136 570	1 421 641
Fonds propres consommables					
Dont sous contrôle du tiers financeur					
Subventions d'investissement	13 874			8 422	5 452
Dont sous contrôle du tiers financeur					
Provisions réglementées	11 100				11 100
Dont sous contrôle du tiers financeur					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	1 443 465		139 720	144 992	1 438 193
TOTAL dont sous contrôle du tiers financeur	478 334		20 632	158 718	340 248
Fonds dédiés à l'investissement	16 466			3 422	13 044
Fonds dédiés sur activités (CF page 12)	131 737		91 537	127 235	96 039
TOTAL FONDS DEDIES	148 203		91 537	130 657	109 083

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées <ul style="list-style-type: none">- à l'exercice- aux exercices ultérieurs		341 764
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		48 019
Report à nouveau des activités propres de l'association		
SOLDE		389 783

Analyse des fonds dédiés

Nature des fonds par tiers financeurs	A l'ouverture	Aug. Engag. A réaliser s/ subv Attribuées	Diminution fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au – 2 ans
ETAT	78 888	47 081	74 385	51 584	
REGION	15 737	2 915	15 737	2 915	
COMMUNAUTE D'AGGLOMERAT° TPM	8 705	9 574	8 705	9 574	
COMMUNE DE LA SEYNE	19 909	23 710	19 909	23 710	
COMMUNE DE SIX FOURS	6 791	3 000	6 791	3 000	
COMMUNE DE SANARY	1 708	5 257	1 708	5 257	
Total Nature des fonds par tiers financeurs	131 738	91 537	127 235	96 040	

Nature des fonds par projets	A l'ouverture	Aug. Engag. A réaliser s/ subv Attribuées	Diminution fonds dédiés util. Au cours de l'exercice	A la clôture	Dont part non mouvementée depuis au – 2 ans
Prévention spécialisée la Seyne sur mer	3 026	0	3 026	0	
PRMSE	15 737	1 513	15 737	1 513	
Prévention spécialisée Six-Fours	4 994	0	4 994	0	
Prévention spécialisée Sanary	1 708	5 257	1 708	5 257	
Action de médiation sociale	47 624	71 445	47 624	71 445	
PRE – CDE la Seyne	10 528	0	10 528	0	
CEJ – JR	8 494	0	8 494	0	
Point Ecoute Médiation Santé	27 128	9 470	27 128	9 470	
Jeunes environnement solidarité	11 133	3 852	6 630	8 355	
Projets individuels VVV Chantiers Educatifs	1 366	0	1366	0	0
Total Nature des fonds par projets	131 738	91 537	127 235	96 040	

APEA

05/03/2025

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

*Subventions d'investissement***Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
CONSEILGEBERAL ACQ°.	N°6 2002	64 000			64 000
GARIBALDI					
VILLE LA SEYNE TRAVAUX	N°7 2006	8 298			8 298
GARIBALDI					
VILLE LA SEYNE TVX	N°8 2013	60 000		60 000	
AIGUEBELLE					
ETAT FDI _ JES	2019	4 735		4 735	
TOTAL		137 033		64 735	72 298

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
CONSEIL GENERAL ACQ°.	N°6 2002	55 974	3 200		59 174
GARIBALDI					
VILLE LA SEYNE TRAVAUX	N°7 2006	7 258	415		7 672
GARIBALDI					
VILLE LA SEYNE TVX	N°8 2013	56 032	3 968	60 000	
AIGUEBELLE					
ETAT FDI 2019 - JES	2019	3 895	840	4 735	
TOTAL		123 159	8 423	64 735	66 846

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	11 100			11 100
TOTAL (I)	11 100			11 100
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	373 714	51 647	36 905	388 456
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	14 374	31 326	14 114	31 586
TOTAL (II)	388 088	82 973	51 019	420 042
TOTAL GENERAL (I+II)	399 188	82 973	51 019	431 142
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		82 973	51 019	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	31 418	31 418		
Dettes fiscales et sociales	304 230	304 230		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	11 788	11 788		
Produits constatés d'avance	111 605	111 605		
TOTAL	459 041	459 041		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs et Fournisseurs factures à recevoir	14 402
Dettes fiscales et sociales	196 390
Autres dettes	
TOTAL	210 792

Annexe association (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels**

	Net
Produits exceptionnels	8 423
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Quotepart Sub. Virée au résultat	8 423
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	8 423

Contributions volontaires en nature

L'association fournit des informations sur les contributions volontaires en nature dont elle bénéficie.

Annexe association (suite)**AUTRES INFORMATIONS***Engagements et sûretés réelles consenties*

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Découvert autorisé sur le compte courant de l'association accordé par la caisse d'épargne : 250 000 euros.

Ce découvert est garanti par une Hypothèque conventionnelle de pleine propriété.

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers	0	0
Dettes sur immobilisations	0	0
Autres dettes	0	0
TOTAL	0	0

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements de retraite s'élèvent au 31/12/2024 à 388 456 euros.

La provision inscrite au bilan au 31/12/2023 était de 373 714 euros.

Une reprise de provision a été effectuée à hauteur de 36 905 euros.

La dotation de l'exercice s'élève à 51 647 euros.

Les indemnités de départ en retraite sont comptabilisées au passif du bilan.

Le montant de la dette est évalué avec les paramètres suivants :

- un taux de revalorisation de 3,50%
- un taux d'actualisation de 3.17%
- un taux de charges sociales de 47.37% pour les salariés non-cadres et 56.19% pour les salariés cadres,
- un taux de rotation du personnel de :
 - 25% pour les salariés de 20 à 30 ans
 - 10% pour les salariés de 30 à 40 ans
 - 2% pour les salariés de 40 à 50 ans
 - 1% pour les salariés de 50 à 60 ans
- un âge de départ à la retraite à 65 ans

Rémunération des cadres dirigeants

Le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent sur l'exercice à 158 726 euros, dont 158 726 euros au titre des salaires bruts et 0 euros au titre des avantages en nature.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	6	0
Non cadres	29	0
TOTAL	35	0

Nature et évaluation des contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet de l'association sont :

Gestion administrative et statutaire : 2 021-

- Locaux destinés à l'accueil du public, mis à disposition de l'Association :

Par la commune de Six-Fours Les Plages : 14 640-

Par la commune de La Seyne-Sur-Mer : 39 498-

Par l'Office de l'Habitat THM : 8 102-

Par la commune de Sanary-Sur-Mer : 1 711-

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 9 438 E.

REÇU LE 24 AVR. 2025

AGENCE D'AIX EN PROVENCE
30, rue Paul Langevin
13290 AIX EN PROVENCE CEDEX
Tél. 04 42 52 73 10
Fax 04 42 17 03 47

**ASSOCIATION DE PREVENTION ET
D'AIDE A L'INSERTION
(A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi
83500 La Seyne sur Mer

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2024



**ASSOCIATION DE PREVENTION ET
D'AIDE A L'INSERTION
(A.P.E.A)**

5, Avenue Garibaldi
83500 La Seyne sur Mer

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Par ailleurs, en application de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

Rémunération perçue par la directrice de l'association APEA

Personne concernée : Madame Dominique PINETTI, Directrice de votre association.

Nature, objet et modalités : Madame Dominique PINETTI a perçu, au titre de ses fonctions de Directrice de votre association, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, une rémunération brute (hors charges patronales) de 60 280 euros.

Aix-en-Provence, le 10 avril 2025

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT

Guillaume GASCOU
Associé

